

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 06 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUY PRADAT RECYCLAGE SAS

ZAC de la Guénaudière
10 RUE AUGUSTIN FRESNEL
35300 Fougères

Références : UD35/2026-183
Code AIOT : 0005501407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement GUY PRADAT RECYCLAGE SAS implanté ZAC de la Guénaudière 10 RUE AUGUSTIN FRESNEL 35300 Fougères. L'inspection a été annoncée le 02/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour l'environnement. L'installation "Guy Pradat Fougères" a été rachetée par la société Guyot Environnement en 2025 et son niveau d'exploitation a très nettement diminué.

Une majorité des stocks de déchets initialement présents a été transféré vers d'autres sites. Le jour du contrôle, il reste toutefois un stock historique de déchets de métaux relevant du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2713, ainsi que quatre bennes de déchets de verre ne relevant pas du régime de la déclaration pour la rubrique 2715.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUY PRADAT RECYCLAGE SAS
- ZAC de la Guénaudière 10 RUE AUGUSTIN FRESNEL 35300 Fougères
- Code AIOT : 0005501407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est autorisée et enregistrée à ce jour pour le transit, le regroupement et le tri :

- de déchets dangereux;
- d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux;
- de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	changement exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article Article R181-47	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	traçabilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13.IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 9.II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art. 5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22-III	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art. 10

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation a été rachetée par la société Guyot Environnement en 2025 et le niveau d'exploitation a très nettement diminué.

Malgré cela, l'exploitant est toujours soumis à la réglementation applicable et il ne disposait pas des justificatifs attendus vis-à-vis de la traçabilité des déchets actuellement ou précédemment stockés.

Son organisation concernant la détection et la lutte contre l'incendie est également à revoir compte-tenu du très faible taux de présence d'encadrants ou d'employés sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : changement exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article Article R181-47
Thème(s) : Situation administrative, autorisation environnementale
Prescription contrôlée : I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. [...]
Constats : La société Guyot Environnement a racheté cette installation en 2025. L'exploitant indique que le numéro de SIRET n'a pas changé et qu'il correspond à celui de l'ancien exploitant « Guy PRADAT recyclage » (l'application « trackdéchet » renvoyant bien des données pour 2025 avec ce numéro de SIRET). La dénomination sociale de l'entreprise est devenue « Guyot Environnement ». A ce jour, l'Inspection n'a pas été informée de ce rachat et de ce changement d'exploitant. Lors de la visite, Guyot Environnement s'est engagé à l'en informer rapidement afin que le transfert de l'autorisation environnementale soit acté sur le plan administratif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit informer l'Inspection et la Préfecture de ce changement d'exploitant en faisant parvenir les justificatifs nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Art.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets sortants
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes: a) Concernant la date de sortie de l'installation: - la date de l'expédition du déchet; b) Concernant la dénomination, nature et quantité: - la dénomination usuelle du déchet; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3; c) Concernant l'origine du déchet: - l'adresse de l'établissement; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; d) Concernant la gestion et le transport du déchet: - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco- organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; e) Concernant la destination du déchet: - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant indique qu'une grande majorité du stock de déchets détenus sur site a été transféré vers le site Guyot Environnement à Beaucé ou vers d'autres destinations.

Lors de la visite, il est constaté :

- un stock historique de divers types de métaux présent et réparti dans plusieurs casiers à l'extérieur ainsi que dans le bâtiment principal ;
- quatre bennes contenant des déchets de verre pour une quantité inférieure au seuil de déclaration
- de nombreuses bennes à priori vides disposées à plusieurs emplacements et qui mentionnent pour la plupart la dénomination commerciale « Guy Pradat Recyclage »

Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre des déchets sortants qui présente l'ensemble des informations demandées par l'arrêté du 31 mai 2021 applicable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit justifier de la tenue d'un registre des déchets sortants mentionnant l'ensemble des informations demandées par l'arrêté du 31 mai 2021 applicable, et ceci à compter du rachat de cette installation ICPE par la société Guyot Environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13-II
Thème(s) : Risques chroniques, procédure d'information préalable
Prescription contrôlée : <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.</p> <p>Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;[...]- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.[...] <p>c) Essais à réaliser :</p> <p>Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.</p> <p>Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment

<p>justifiées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ; - l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une grande majorité du stock de déchets détenus sur site a été transféré vers le site Guyot Environnement à Beaucé ou vers d'autres destinations.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un stock historique de divers types de métaux présent et réparti dans plusieurs casiers en extérieur ainsi que dans le bâtiment principal ; <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les informations à fournir dans le cadre de la procédure d'information préalable, et ceci pour chaque catégorie de déchets actuellement stockés ou ayant précédemment été stockés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit justifier des informations à fournir dans le cadre de la procédure d'informations préalable, pour chaque catégories de déchets actuellement stockés ou ayant précédemment été stockés ; et ceci à compter du rachat de cette installation ICPE par la société Guyot Environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 17
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</p> <p>Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305) flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j = 100 mg/l flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j = 35 mg/l</p> <p>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j = 300 mg/l flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j = 125 mg/l</p> <p>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence) [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle des rejets aqueux du site a été effectué en avril 2026 par la société LABOCEA.</p> <p>Les résultats de ce contrôle sont conformes pour les paramètres analysés.</p> <p>La localisation du point de prélèvement des eaux résiduaires analysées n'est toutefois pas précisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit apporter les précisions concernant la localisation du point de prélèvement des eaux résiduaires analysées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 10
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques et mise à la terre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : L'exploitant a envoyé le dernier rapport de vérification des installations électriques en amont de la visite. Le contrôle de l'APAVE en date du 30/06/2025 indique « qu'aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification dans le périmètre des limites de l'intervention ». En effet, lors de la vérification des installations électriques, certains matériel n'étaient pas accessibles ainsi que l'ex-bureau de Mr PRADAT et un bungalow de stockage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit justifier que les matériels non accessibles lors du contrôle du 30/06/2025, ainsi que les installations électriques possiblement présentes dans l'ex-bureau de Mr PRADAT et un bungalow de stockage, sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues, en bon état et vérifiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art. 10
Thème(s) : Risques chroniques, état des stocks
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'exploitant indique qu'une grande majorité du stock de déchets détenus sur site a été transféré vers le site Guyot Environnement à Beaucé ou vers d'autres destinations. Aucun déchet dangereux n'est à priori présent sur site lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13.IV
Thème(s) : Risques chroniques, état des stocks
Prescription contrôlée : [...] En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'une grande majorité du stock de déchets détenus sur site a été transféré vers le site Guyot Environnement à Beaucé ou vers d'autres destinations. Lors de la visite, il est constaté : <ul style="list-style-type: none">• un stock historique de divers types de métaux présent et réparti dans plusieurs casiers en extérieur et dans le bâtiment principal• quatre bennes contenant des déchets de verre pour une quantité inférieure au seuil de déclaration Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une comptabilité des stocks des déchets présents dans l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit justifier de la tenue d'une comptabilité des stocks des divers déchets constatés sur site lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 9.II
Thème(s) : Risques accidentels, détection automatique
Prescription contrôlée : <p>" Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.</p> <p>Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>" Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>" En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>" Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.</p> <p>"L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. "</p>
Constats : <p>Lors de la visite, il est constaté un stock historique de déchets de métaux présents et répartis dans plusieurs casiers disposés en extérieur, ainsi que dans un bâtiment de stockage.</p> <p>Ces deux zones distinctes ne sont pas équipées d'un dispositif de détection automatique incendie.</p> <p>L'exploitant justifie l'absence de ce dispositif en précisant que les déchets stockés aujourd'hui sur site ne sont ni combustibles, ni inflammables. L'exploitant précise également qu'il n'y a pas de présence de « platins ».</p> <p>Des caméras de surveillance sont par ailleurs disposées à divers endroits sur site afin de détecter d'éventuelles intrusions. Ce système est connecté au smartphone de la responsable du site en cas d'alerte.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
> L'exploitant doit justifier du caractère non combustible et/ou non inflammable des déchets stockés sur site s'il ne souhaite pas appliquer ce point de réglementation. À défaut, il doit mettre en place une détection automatique telle que demandée par cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Art. 5
Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...]</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »</p>
Constats : <p>Le plan de défense incendie qui a été envoyé à l'Inspection en amont de la visite n'est pas cohérent avec les observations faites in situ. En effet, comme le niveau d'exploitation de l'installation a largement diminué, le taux de présence sur site d'employés ou d'encadrants est aujourd'hui très faible et cette situation n'est pas traitée dans le PDI.</p>

In situ, il est constaté la présence de quelques extincteurs à priori utilisables en cas de départ de feu. Un des extincteurs observé au hasard mentionne un contrôle en date du 17/03/2026.

Le PDI est donc à concevoir, à mettre en œuvre et à tester selon la situation actuelle du site. Les modalités d'alerte et d'accueil des secours ainsi que l'organisation à mettre en œuvre pour la gestion d'un sinistre en heures non-ouvrées doivent à minima précisées. C'est bien cette situation qui s'applique majoritairement aujourd'hui.

Il est par ailleurs à noter que le PDI envoyé en amont de la visite est incomplet puisque des arguments sont attendus vis-à-vis :

- des modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler
- des modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- du plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, de la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, de l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et des modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- du plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit mettre en place et à disposition du SDIS un plan de défense incendie qui réponde à la prescription contrôlée et qui tienne compte du contexte actuel du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22-III
Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité du sol
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Il est constaté que le revêtement du sol destiné à recueillir les eaux résiduares qui s'écoulent sur les déchets de métaux, stockés en extérieur et non protégés, présente des défauts d'étanchéité sur quelques parties. Les fiches d'informations préalables demandées au point de contrôle n°3 n'ayant pas été présentées, il n'est par ailleurs pas exclu que des polluants soient présents dans ces tas de déchets. Il est également constaté que ce même revêtement supporte une épaisseur conséquente de poussières et de terres qui ne favorise pas un écoulement et traitement optimal des eaux résiduares.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit garantir l'étanchéité ainsi que l'état de propreté du sol utilisé pour recueillir et traiter les eaux résiduares s'écoulant sur les déchets de métaux stockés en extérieur et non protégés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Planche photographique



Déchets de métaux stockés en extérieur dans des casiers



Déchets de métaux stockés dans le bâtiment principal



Extincteurs à disposition dans le bâtiment principal



Stockage temporaire de quatre bennes de déchets de verre

Suite planche photographique



État du sol destiné à recueillir les eaux résiduaires et présentant des défauts d'étanchéité sur certaines parties



Bennes à priori vides disposées à divers emplacements en bordure du site